

Avenant n° 2025-02 du 22 janvier 2025

relatif à la durée minimale d'exercice de l'emploi entre les paliers
dans le cadre de la validation des compétences
dans le parcours professionnel du personnel non-praticien

NOR : ASET2550792M

IDCC : 2046

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNCLCC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO ;

UNSA,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'avenant n° 2008-02 du 21 février 2008 a introduit une durée minimale d'exercice dans l'emploi avant de prétendre à l'éligibilité au deuxième palier de validation des compétences dans le parcours professionnel. Cet avenant n'a pas fait l'objet d'une transposition officielle dans la convention collective nationale des CLCC, mais s'applique aux centres de lutte contre le cancer.

En 2024, la FNCLCC et les organisations syndicales ont signé l'avenant n° 2024-04 créant un troisième palier de validation des compétences dans le parcours professionnel à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le présent avenant fixe les règles relatives à la durée minimale d'exercice dans l'emploi entre les différents paliers de validation des compétences dans le parcours professionnel en cas de plan de progrès.

Article 1^{er} | Modification de l'article 2.9.1.2 de la convention collective

À l'article 2.9.1.2 de la CCN, au paragraphe « Reconnaissance de l'évolution en qualification dans l'emploi occupé », il est ajouté un nouvel alinéa 6 rédigé comme suit :

« Les durées d'éligibilité requises en cas de validation d'un palier du parcours professionnel suite à un plan de progrès sont identiques à celles prévues au tableau du paragraphe "paliers d'éligibilité" de l'article 2.9.1.2. Toutefois, une durée minimale de

5 ans pleins dans l'emploi est exigée pour prétendre à l'éligibilité au palier supérieur du parcours professionnel en cas de plan de progrès.

■ Exemple 1 :

Un(e) IDE valide le 1^{er} palier du parcours professionnel suite à un plan de progrès après 4 ans dans l'emploi :

L'IDE sera éligible à la validation du 2^e palier du parcours professionnel au bout de 10 ans pleins dans l'emploi (soit le 1^{er} jour de la 11^e année). (Cette durée est identique à celle prévue à l'article 2.9.1.2 pour un salarié n'ayant pas eu de plan de progrès, et les 5 ans minimum ont été respectés).

Il valide ensuite son second palier dans le parcours professionnel sans plan de progrès. Sa durée d'éligibilité au 3^e palier interviendra alors au bout de 17 ans pleins dans l'emploi (soit le 1^{er} jour de la 18^e année).

■ Exemple 2 :

Un(e) IDE valide le 1^{er} palier du parcours professionnel suite à un plan de progrès après 9 ans dans l'emploi :

L'IDE sera éligible à la validation du 2^e palier au bout de 14 ans pleins dans l'emploi (soit le 1^{er} jour de la 15^e année). En effet, la durée minimale de 5 ans pleins dans l'emploi s'applique suite au plan de progrès.

L'IDE valide ensuite son 2^e palier après 14 ans, cette fois sans plan de progrès. L'éligibilité au 3^e palier interviendra donc au bout de 17 ans dans l'emploi (soit le 1^{er} jour de la 18^e année). (En effet, la durée minimale de 5 ans pleins dans l'emploi s'applique uniquement après un plan de progrès, ce qui n'a pas été le cas pour le 2^e palier).

■ Exemple 3 :

Un(e) IDE valide le 1^{er} palier du parcours professionnel suite à un plan de progrès après 7 ans dans l'emploi :

L'IDE sera éligible à la validation du 2^e palier au bout de 12 ans pleins dans l'emploi (soit le 1^{er} jour de la 13^e année). En effet, la durée minimale de 5 ans pleins dans l'emploi s'applique suite au plan de progrès.

Cet IDE valide le 2^e palier du parcours professionnel après 14 ans dans l'emploi, suite à un nouveau plan de progrès :

L'IDE sera éligible à la validation du 3^e palier au bout de 19 ans pleins dans l'emploi (soit le 1^{er} jour de la 20^e année). En effet, la durée minimale de 5 ans pleins dans l'emploi s'applique de nouveau suite à ce deuxième plan de progrès. »

Article 2 | Durée de l'avenant et entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur le lendemain de l'expiration du délai d'opposition.

Article 3 | Dépôt et publicité

Conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée par les parties et une version sur support électronique auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Il sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera publié dans la base de données nationale, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Un exemplaire sera établi pour chacune des parties signataires.

Fait à Paris, le 22 janvier 2025.

(Suivent les signatures.)